

LESECHOS

DU BUREAU DU COORDONNATEUR RESIDENT



**SPOTLIGHT SUR LE PROGRAMME
ALIMENTAIRE MONDIAL (PAM)
A MADAGASCAR**

DANS CE NUMERO



SPOTLIGHT:
LE PROGRAMME
ALIMENTAIRE MONDIAL
(PAM) A MADAGASCAR

EVOLUTION DE LA
SÉCHERESSE DANS LE
GRAND SUD



VISITE CONJOINTE AVEC
S.E.M. LE PRÉSIDENT DE LA
RÉPUBLIQUE DE
MADAGASCAR DANS LE SUD

CÉLÉBRATION DU 70ÈME
ANNIVERSAIRE DE LA
DÉCLARATION
UNIVERSELLE DES DROITS
DE L'HOMME



CELEBRATION DU
CENTENAIRE DE
L'ORGANISATION
INTERNATIONALE DU
TRAVAIL (OIT)

RENCONTRE ENTRE LE
GOUVERNEMENT DE
MADAGASCAR
ET L'EQUIPE-PAYS DES
NATIONS UNIES



COMMEMORATION DES
VICTIMES DE L'HOLOCAUSTE

LA SÉCURITÉ EST AUSSI UNE
AFFAIRE DE FEMME !



LES STRUCTURES DU
PROGRAMME RÉGIONAL DE
SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET
NUTRITIONNELLE (PRESAN)
EN PLACE

Nous remercions les membres
de l'UN Communication Group
(UNCG) pour leurs
contributions aux articles,
notamment dans ce numéro
l'OCHA, le PAM, le CINU, le
FAO, OHCHR, le PNUD et
l'équipe du Bureau du
Coordonnateur résident

www.mg.one.un.org



Suivez notre page Système des Nations Unies à Madagascar



suivez @MG_One_UN

Entretien avec Monsieur Moumini Ouedraogo, Représentant du Programme alimentaire mondial (PAM) à Madagascar

Pouvez-vous rappeler le mandat et les avantages du PAM ?

Le PAM est, dans le système des Nations Unies, l'organe chargé de l'aide alimentaire. Cette aide est un des nombreux instruments qui peut contribuer à améliorer la sécurité alimentaire, laquelle se définit comme l'accès pour tous, quelles que soient les circonstances, aux aliments nécessaires pour mener une vie saine et active. L'objectif des politiques régissant l'utilisation de l'aide alimentaire du Programme alimentaire mondial doit être l'éradication de la faim et de la pauvreté. L'aide alimentaire doit, en définitive, viser à supprimer sa propre raison d'être.

Il convient de garder à l'esprit que Madagascar est un pays à faibles revenus et à déficit alimentaire. La Grande Ile est aussi l'un des dix pays les plus vulnérables aux catastrophes naturelles telles que cyclones, inondations et sécheresses qui affectent les récoltes et menacent les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire des ménages. Il est estimé qu'un quart de la population, représentant près de cinq millions de personnes, vivent dans des zones hautement vulnérables aux chocs récurrents. La dégradation de l'environnement et le changement climatique aggravent ces risques et augmentent la vulnérabilité des communautés.

À Madagascar, le PAM soutient le développement du pays en améliorant la sécurité alimentaire et la nutrition des populations vulnérables, en encourageant l'accès à l'éducation primaire via les cantines scolaires et en soutenant l'autonomisation



Monsieur Moumini Ouedraogo,
Représentant du PAM à Madagascar

économique des ménages agricoles à faibles revenus. En situation d'urgence, le PAM fournit une assistance alimentaire pour sauver des vies, protéger et/ou rétablir les moyens de subsistance des ménages les plus touchés et renforcer la résilience des communautés pour prévenir et/ou réduire les effets de chocs futurs

Les interventions du PAM à Madagascar sont réalisées en appui au Gouvernement, conformément aux Objectifs de Développement Durable 2 (Éliminer la Faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable) et 17 (Partenariats pour la réalisation des objectifs) et s'intègre dans le plan cadre des Nations Unies pour l'assistance au développement (UNDAF).



Quelques bénéficiaires des distributions générales de vivres dans le cadre de l'assistance d'urgence à Tsihombe (PAM/Jules Bosco Bezaka)

Le PAM travaille en collaboration avec les Ministères en charge de l'économie et planification ; l'éducation nationale ; la population, protection sociale et promotion de la femme ; l'agriculture, élevage et pêche ; les affaires étrangères ; les institutions nationales (Bureau national de gestion des risques et catastrophes, Cellule de prévention et gestion des urgences, Office national de nutrition) ; les ONG et associations locales et internationales et, bien évidemment, les agences des Nations Unies.

Le PAM a une forte présence sur le terrain dans les zones où l'insécurité alimentaire est la plus aigüe. Il dispose de huit Bureaux de terrain à Antananarivo, au Sud et au Sud-Est dont un hub logistique à Tamatave. Cette présence de proximité auprès des bénéficiaires et des communautés

lui permet d'être en première ligne des opérations d'urgence et des priorités des populations. Le PAM travaille avec un réseau de partenaires tels que les ONG et le secteur privé, notamment les transporteurs et les hommes/femmes d'affaire impliqués dans la vente des produits alimentaires.

Le PAM emploie 152 personnes chacune qualifiée dans son domaine qui contribuent à l'accomplissement du mandat de l'Organisation. En plus de la sécurité alimentaire et la nutrition, le PAM a une expertise en évaluation de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité, en logistique et en télécommunication d'urgence. Cette expertise est utilisée au profit des partenaires humanitaires.

Quels sont les résultats majeurs obtenus en 2018 grâce à l'appui du PAM à Madagascar?

En 2018, 1,4 millions de personnes ont bénéficié de l'assistance du PAM. Au total, 27 000 tonnes de vivres d'une valeur de 42 millions USD (environ 149 milliards d'Ariary) ont été distribuées à travers le programme d'urgence, l'alimentation scolaire et l'appui nutritionnel et le soutien aux petits producteurs dans les régions du grand sud et du sud-est en proie aux cyclones et à la sécheresse récurrente.

Dans la même perspective, 2,9 millions de dollars ont été distribués à travers la modalité transferts monétaires. L'assistance d'urgence a contribué à réduire la dégradation de la situation alimentaire et nutritionnelle pour les bénéficiaires.

Parallèlement aux réponses d'urgence, l'objectif du PAM est de contribuer au changement dans la vie des communautés.

Par exemple au niveau de l'éducation, les repas scolaires encouragent les familles à envoyer leurs enfants à l'école, ce qui contribue au développement des ressources humaines pour le pays. Dans la commune d'Itampolo (district d'Ampanihy), le PAM dans le cadre du projet de prévention de la malnutrition chronique MIARO appuie les groupements de femmes dans les activités génératrices de revenus à travers la culture maraîchère et l'élevage. A ce jour, 50 jardins potagers sont fonctionnels et 75 groupements se sont constitués. Pour 2018, ces groupements ont pu produire 1500 tonnes de légumes. Une partie de la production approvisionne le marché d'Ampanihy, une autre partie approvisionne les cantines scolaires et complète les rations fournies par le PAM. L'objectif à long terme est que les communautés puissent organiser les cantines scolaires elles-mêmes. En collaboration avec FAO et IFAD, le PAM appuie les petits producteurs en achetant leur surplus de production et en leur livrant des formations destinées à améliorer leur rendement. L'objectif est que les paysans puissent vendre les produits aux normes de qualité requises par le PAM et par d'autres acheteurs.



Elèves de l'école primaire Anketa, Tuléar II, bénéficiaires du programme d'alimentation scolaire. Pour de nombreux enfants vulnérables, les repas scolaires fournis par le PAM sont souvent le seul repas de la journée (PAM/Volana Rarivoson)

En 2018, le PAM a acheté localement 8000 tonnes de vivres dont une partie auprès des associations de petits producteurs. Au cours de la période en question, le PAM a investi 584.000 USD (environ 2 milliards d'Ariary) dans l'achat des vivres auprès des petits producteurs, et 10.000 USD (environ 34 millions d'Ariary) en renforcement de capacités, ce qui a concrètement changé leur vie : scolarisation des enfants, amélioration de l'habitat, accès aux soins médicaux pour la famille, etc. En matière de préparation aux urgences, le PAM, en collaboration avec l'UNICEF, a organisé, pour les partenaires humanitaires, plusieurs formations sur l'utilisation des drones et la télécommunication en situation d'urgence.



Le PAM, via le programme Achats au Service du Progrès, appuie l'accès des agriculteurs à faibles revenus aux marchés locaux à travers des formations et en achetant leur surplus de production, en collaboration avec la FAO et le FIDA. En 2018, le PAM a acheté 8000 tonnes de vivres localement dont une partie provenant d'associations d'agriculteurs comme ceux de Tanandava, Amboasary (PAM/Jules Bosco Bezaka)



Le PAM travaille avec un réseau de transporteurs pour acheminer l'assistance vers les bénéficiaires, comme ces vivres qui vont être transportés à Itampolo, district d'Ampanihy (PAM/Volana Rarivoson)

Quels sont les principales contraintes et défis ?

La situation humanitaire dans le sud de Madagascar reste précaire et alarmante. La résilience des communautés est fragilisée par plusieurs années consécutives de sécheresse. Les ménages sont vulnérables au moindre choc, rendant ainsi difficile la construction ou le renforcement de la résilience dans ces régions. L'absence ou la précarité des infrastructures de développement de base ainsi que la faible capacité des partenaires opérationnels rendent difficiles la mise en œuvre des opérations. En matière de logistique, le transport de l'extérieur vers la Grande Ile prend facilement 3 à 4 mois et une fois à l'intérieur

du pays, il faut faire face à d'autres défis tels que le mauvais état des routes et la vétusté des moyens de transport pour amener les vivres vers les bénéficiaires. Et comme la situation se dégrade d'année en année avec des besoins croissants, il est de plus en plus difficile de mobiliser les ressources pour répondre aux besoins immédiats encore moins pour soutenir la résilience des personnes affectées. Parlant de résilience, beaucoup de gens en ont entendu parler mais il est difficile de faire comprendre que c'est un long processus qui demande l'investissement financier/matériel et humain qui reste à mobiliser.



Quelles sont les perspectives d'appui du PAM pour 2019 et au-delà ?

Pour 2019 et au-delà, la stratégie proposée par le Plan stratégique pays 2019-2024 va contribuer à l'Agenda 2030 et renforcer le lien humanitaire-développement dans le pays, en mettant l'accent sur le renforcement de la résilience et la réponse aux causes profondes de la vulnérabilité chronique tout en maintenant la capacité de préparation et de réponse aux chocs. Cette vision sera mise en œuvre à travers cinq résultats stratégiques intégrés, entièrement en phase avec les priorités nationales et les stratégies articulées dans la Revue stratégique Faim Zéro, le Plan national de développement, l'UNDAF et la Stratégie intégrée pour le développement du Grand Sud. Le PAM va ancrer son travail dans le cadre des programmes du gouvernement et des systèmes nationaux existants, en intégrant le renforcement de capacité à travers tous les résultats.

Les changements majeurs proposés dans ce Plan stratégique pays consistent à se départir de l'accent mis sur la réponse aux crises pour s'orienter vers une stratégie beaucoup plus large de protection sociale réactive aux chocs permettant de renforcer la résilience des communautés vulnérables, y compris celles affectées par le changement climatique. Une approche sensible à la nutrition et à la dimension genre sera adoptée à tous les niveaux, afin de donner la priorité aux plus vulnérables dans les communautés ciblées, notamment les femmes, les jeunes enfants et les personnes handicapées. Des solutions numériques innovantes seront utilisées là où cela est possible, de même que des partenariats stratégiques avec les agences basées à Rome, le Système des Nations Unies et les ONG. L'approche se fonde sur l'expérience et les avantages comparatifs du PAM à Madagascar, en particulier l'expertise significative dans l'analyse de la sécurité alimentaire et la nutrition, la préparation et la réponse aux urgences, les télécommunications d'urgence et les services logistiques, une forte présence sur le terrain et des stratégies éprouvées pour soutenir la transition vers le renforcement de la résilience.



Distribution de cash dans la commune d'Anavoaha, district d'Ampanihy, dans le cadre de l'assistance d'urgence (PAM/Handry Solo Ratiarivelo)

Le plan stratégique a été construit sur la base des recommandations des évaluations des programmes effectués en 2014 et 2017 qui ont préconisé de meilleures approches pour le ciblage, la promotion de plus grandes synergies, de nouveaux partenariats et une approche accrue vers les activités de renforcements de capacités, auxquels s'ajoutent toutes les recommandations de la Revue Stratégique Faim Zéro.

Vos mots de la fin ?

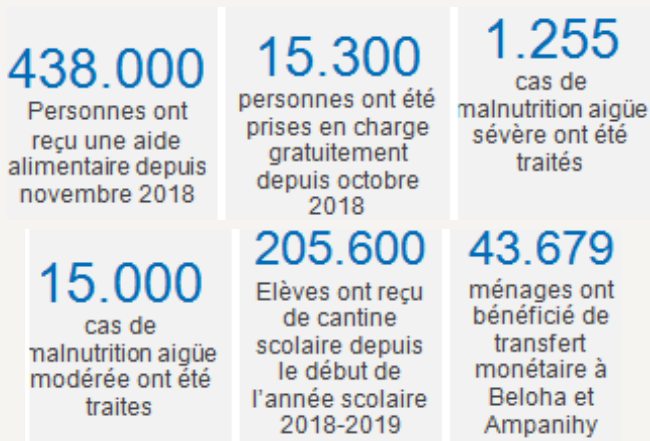
Selon l'étude du Coût de la faim réalisée en 2016, Madagascar perd 14,5% de son PIB à cause des effets cumulés de la sous-nutrition des enfants en raison de l'influence sur les dépenses de santé, les dépenses scolaires et de la perte de productivité au travail. A Madagascar, presque la moitié des enfants de moins de cinq ans (47.3%) accusent un retard de croissance.

De ce qui précède, il va sans dire qu'il est urgent que la sécurité alimentaire et nutritionnelle soit inscrite parmi les grandes priorités du pays. Il y a le potentiel pour promouvoir la sécurité et le Programme Alimentaire Mondial avec les autres agences UN et les partenaires sont prêts pour accompagner le gouvernement dans cette démarche.

EVOLUTION DE LA SÈCHERESSE DANS LE GRAND SUD

Pour répondre au besoin humanitaire des 460.000 personnes dans les districts les plus affectés par la sécheresse dans le Grand sud, un Appel Eclair (Flash appeal) a été lancé conjointement par le Gouvernement et l'Equipe Humanitaire Pays le 20 décembre. Les besoins exprimés pour les 6 prochains mois ont été de 32,4 million USD, dont 9,89 million USD sont couverts actuellement.

La situation nutritionnelle des enfants moins de 5 ans reste critique selon le dépistage du dernier trimestre de 2018. En effet, 22 communes, qui se concentrent principalement dans le district d'Ampanihy, sont en situation d'urgence nutritionnelle et 18 autres en situation d'alerte nutritionnelle. En même temps, l'épidémie de rougeole affecte tous les districts du Grand sud avec 217 cas notifiés à la date du 15 janvier. Cela constitue un risque majeur sur la vie de la population déjà affaiblie par l'insécurité alimentaire sévère et celle des enfants en situation d'insécurité nutritionnelle aigüe. A travers ces financements, les réponses multisectorielles actuellement menées ont permis d'obtenir les résultats suivants :



La saison cyclonique va entrer dans son pic, ayant déjà laissé des dégâts en janvier

Si le pic de la formation des cyclones se situe entre février et mars, les pluies abondantes du mois de janvier, qui a touché presque la totalité du pays a déjà laissé des dégâts, en particulier sur la vie humaine et les infrastructures routières.

Afin de constater l'évolution de cette situation humanitaire ainsi que de renforcer les efforts de mobilisation des ressources, le Président de la République a choisi le Grand Sud comme destination de sa première sortie présidentielle après son élection.

Cette visite de très haut niveau s'est tenue le mardi 29 janvier et a vu la présence massive des partenaires au développement, à savoir le Système des Nations Unies dirigé par le Coordonnateur résident, les Ambassadeurs ou leurs Représentants (Corée, Japon, Norvège, Suisse, Union Européenne) ainsi que les partenaires bilatéraux et multilatéraux (Banque mondiale, USAID), et enfin des Représentants des ONGs membres de l'Equipe humanitaire pays (CRS, MEDAIR).

La visite a permis également la tenue d'une réunion stratégique entre la délégation et les autorités locales pour échanger sur les problématiques structurelles du Grand sud. Ainsi, l'organisation d'une Table ronde autour de la Stratégie intégrée pour le développement du Grand Sud fait partie des prochaines étapes sorties de cet échange afin de mobiliser les ressources et opérationnaliser cette stratégie.

En tout, 9.500 personnes ont été directement affectées, dont environ 3.240 se sont temporairement déplacées. A Antananarivo en particulier, une évacuation définitive des personnes qui habitent autour de la zone a haut risque d'éboulement a été décidée. Cette évacuation concerne 2.000 familles.

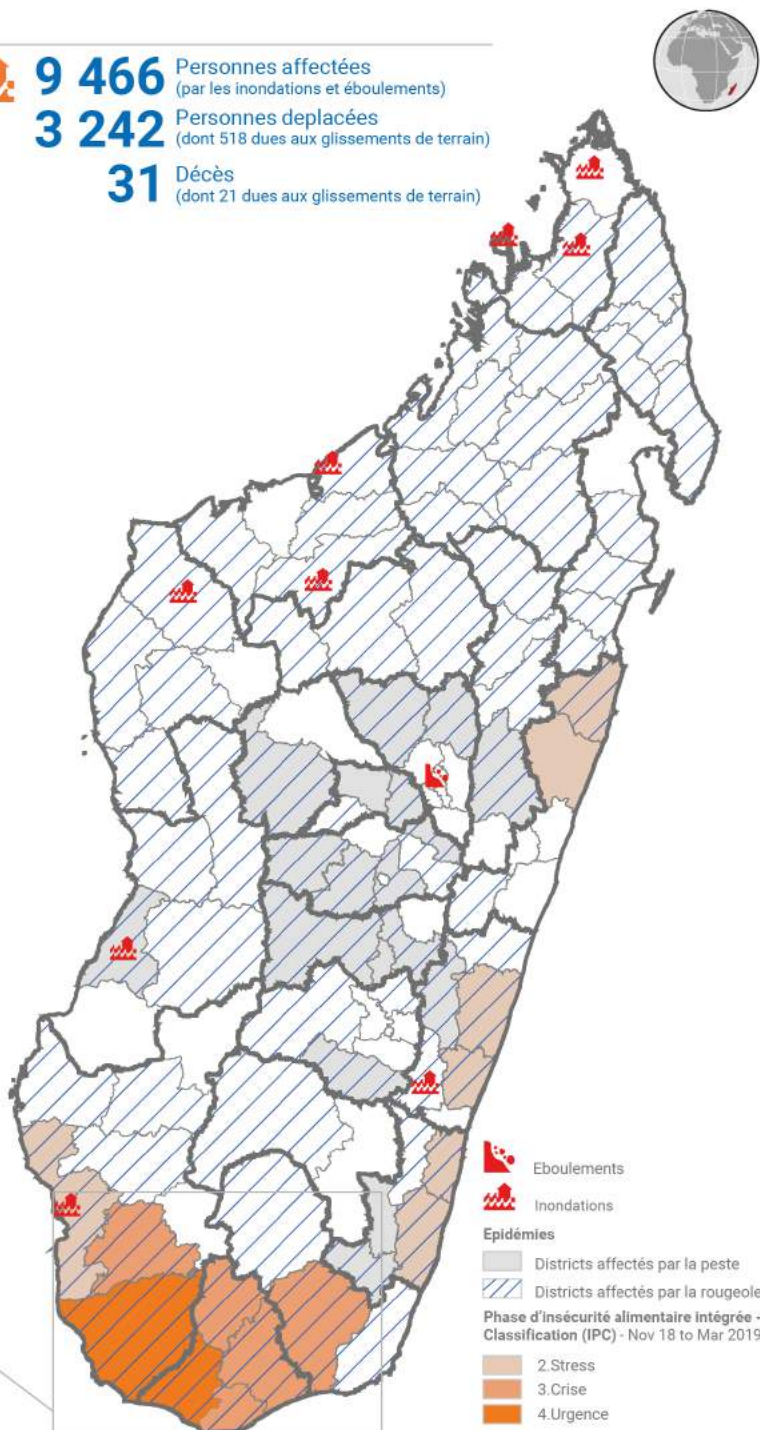
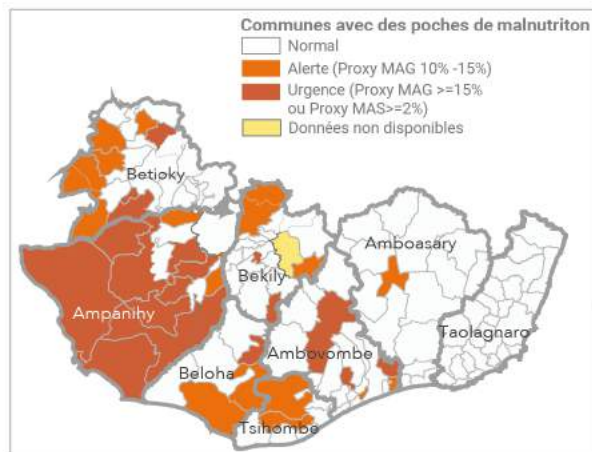
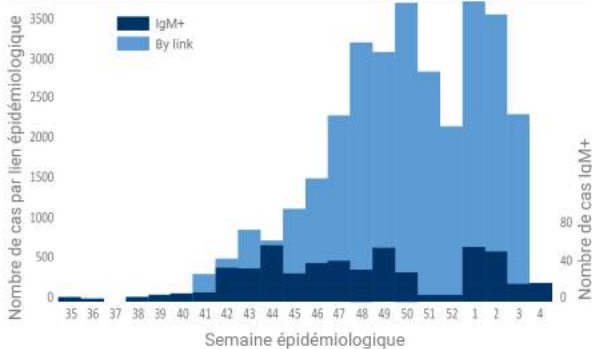
L'Equipe humanitaire pays appuie le processus d'évacuation, en particulier par rapport aux besoins humanitaires à identifier dans les sites d'hébergement temporaires.

Carte de la situation humanitaire actuelle à Madagascar

CHIFFRES CLES



CAS DE ROUGEOLE



VISITE CONJOINTE AVEC S.E.M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE MADAGASCAR DANS LE SUD



« Deux districts dans le Grand Sud, Beloha et Ampanihy, sont classés en phase Urgence selon le Cadre intégré de classification de l'insécurité alimentaire (IPC). En ce qui concerne Beloha, 4 communes sur 8 sont dans une situation d'alerte nutritionnelle », a déclaré Mme Violette Kakyomya, Coordonnateur résident du système des Nations Unies (SNU) et présidente de l'Equipe humanitaire pays, dans son intervention en présence de S.E.M. le Président de République, d'ambassadeurs, de Représentants d'Agences des Nations Unies et des autorités locales, lors de la descente conjointe à Beloha, le 29 janvier 2019. Mme Kakyomya a brossé la situation dans cette zone ainsi que les actions menées par le SNU pour améliorer les conditions de vie de la population.

En effet, après l'urgence humanitaire de 2015 au 2017 causée par le phénomène El Nino, la situation humanitaire dans le Sud s'est nettement améliorée tout au long de 2017 et les actions étaient focalisées sur le relèvement précoce, la résilience et la protection sociale. Cependant, l'apparition d'un nouveau phénomène El Nino depuis juin 2018 met à risque cette zone où les mauvaises conditions météorologiques ont entraîné une énorme perte de production agricole. Par conséquent, le Grand sud a été classé en situation d'alerte depuis juin 2018.

Des interventions humanitaires précoces ont été menées, ce qui a permis d'éviter une situation d'urgence humanitaire généralisée entre juin et octobre 2018, à l'exception de Beloha et Ampanihy, d'où l'urgence des actions dans ces deux districts en urgence et en alerte nutritionnelles.

La descente conjointe a permis de constater l'évolution de la situation humanitaire, en particulier dans les districts les plus touchés, et d'échanger avec les communautés affectées et les autorités locales. Elle a également permis de montrer l'engagement de l'Etat malgache et de ses partenaires dans la réponse à cette situation et, enfin, de renforcer le message de mobilisation des ressources aussi bien pour les besoins humanitaires immédiats que pour les besoins à long terme autour de la Stratégie intégrée pour le développement du Grand Sud.

Les besoins d'intervention précoce et humanitaires qui correspondent à cette situation depuis juin 2018 s'élèvent à USD 43,1 millions, tandis que les besoins purement humanitaires pour sauver des vies qui restent à couvrir pour les 6 mois d'intervention (décembre 2018 à mai 2019) sont de USD 32,4 millions. C'est la raison pour laquelle le Gouvernement malgache et l'Equipe humanitaire du pays se sont convenus sur la nécessité de lancer un Appel éclair (Flash appeal) le 20 décembre 2018 pour combler ces besoins.

Les besoins d'intervention précoce et humanitaires qui correspondent à cette situation depuis juin 2018 s'élèvent à USD 43,1 millions, tandis que les besoins purement humanitaires pour sauver des vies qui restent à couvrir pour les 6 mois d'intervention (décembre 2018 à mai 2019) sont de USD 32,4 millions. C'est la raison pour laquelle le Gouvernement malgache et l'Equipe humanitaire du pays se sont convenus sur la nécessité de lancer un Appel éclair (Flash appeal) le 20 décembre 2018 pour combler ces besoins.

La visite du Président de la République est opportune par rapport à la situation actuelle et a été appréciée par la population et les autorités locales. Les doléances se réfèrent notamment à la réhabilitation de la RN13, l'extension du pipeline et la mise en place du bloc opératoire.

Le Système des Nations Unies a été remercié pour l'intervention de ses agences en appui à la population et aux autorités locales.

Durant cette descente conjointe, la délégation a pu visiter deux des projets qui ont permis l'amélioration des conditions de vie d'environ 50.000 personnes, à savoir : le projet « Transfert monétaire » (cash transfer) à Beloha ville et le pipeline d'Ampotaka.

Grâce au projet de « cash transfert » à Beloha ville, 11 905 ménages ont reçu 2 transferts correspondant aux besoins alimentaires sur les 5 prévus par le projet. Avec l'argent, les familles bénéficiaires ont pu se charger de l'éducation des enfants moins de 12 ans. Des mères leaders ont pris des mesures d'accompagnement pour pérenniser les acquis.



Rencontre entre le Président de la République et la population locale



Réunion entre le Président de la République et le gouvernement et les partenaires



Visite du pipeline d'Ampotaka

CÉLÉBRATION DU 70ÈME ANNIVERSAIRE DE LA DÉCLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME



En guise de célébration du 70ème Anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'Homme (DUDH) et du 20ème Anniversaire de la Déclaration sur les défenseurs des droits humains, le Système des Nations Unies (SNU), en collaboration avec le Ministère de la Justice, la Commission nationale indépendante des droits de l'homme (CNIDH), les partenaires techniques et financiers, le Haut Conseil pour la défense de la démocratie et de l'État de droit et les organisations de la société civile, a organisé diverses activités dont la cérémonie officielle de la Journée internationale des droits de l'homme, qui a eu lieu à Antananarivo le 10 décembre 2018.

La cérémonie, qui était l'aboutissement d'une série d'événements organisés par les acteurs susmentionnés, était présidée par le Ministre de la Défense nationale, représentant le Premier ministre, avec la participation des représentants du Gouvernement, des chefs d'Institutions, des chefs de juridictions, de la communauté diplomatique, des dirigeants de la société civile, ainsi que des Agences du SNU.

Durant la cérémonie, outre le partage des messages du Secrétaire Général de l'ONU et du Haut-Commissaire aux Droits de l'Homme, les lauréats du concours des droits de l'homme organisé par le Haut-Commissariat aux droits de l'Homme (HCDH) en 2018 ont été récompensés, et différentes documentations sur les droits de l'homme produites localement ont été officiellement remises aux institutions concernées (Guide des parlementaires sur les droits de l'homme pour l'Assemblée nationale, Recueil des textes relatifs aux droits de l'homme ratifiés par Madagascar et un Code unifié comprenant le Code pénal, le Code de procédure pénale et le Code de justice du service national, pour le Ministère de la Justice, Manuel de formation des Forces de défense et de sécurité destiné aux Ministères de la Défense nationale, de la Sécurité publique, et au Secrétariat d'Etat chargé de la Gendarmerie).

À la fin de l'événement, les participants ont visité les stands des droits de l'homme. Le HCDH pu ainsi distribué plus de 2. 000 documents incluant des posters de la DUDH, des brochures sur les droits des femmes, les droits des enfants, les droits des groupes de personnes vivant avec handicap, les droits de l'homme et le VIH / Sida, en langue malagasy, ainsi que des bulletins trimestriels du HCDH.

Toujours dans le cadre de la célébration de ce double anniversaire, le HCDH a établi de nouveaux partenariats avec le secteur privé et les organisations de la société civile en vue d'étendre la promotion et la protection des droits de l'homme dans le pays.

Ainsi, le 28 décembre 2018, dans la Commune d'Ivato (Antananarivo), le Ministre des Transports, représentant le Premier ministre, en présence des représentants du Gouvernement, du SNU de la CNIDH, du Maire de la ville d'Ivato, du Directeur Général de SOFITRANS (entreprise de restauration), ainsi que des représentants de la société civile et du secteur privé, a inauguré le monument commémorant le 70e anniversaire de la DUDH. La Cellule Droits de l'Homme de SOFITRANS (la première cellule Droits de l'Homme mise en place au sein d'une entreprise du secteur privé) a également été créée.



CELEBRATION DU CENTENAIRE DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL (OIT)

L'Organisation internationale du Travail (OIT) célèbre son centenaire tout au long de l'année 2019 à travers une série d'événements mondiaux, régionaux et locaux. La date du 22 janvier a été retenue comme celle qui a marqué le début officiel des célébrations de «OIT100» avec le lancement à Genève du Rapport de la Commission mondiale de l'OIT sur l'Avenir du travail. Il s'agit de l'aboutissement d'un processus entamé en 2015 avec le rapport du Directeur général de l'OIT à la Conférence internationale du travail sur l'Initiative du centenaire sur l'avenir du travail, suivi par une série de dialogues nationaux dans les différents Etats membres.

La Commission mondiale a été créée avec pour objectif d'examiner en profondeur la question de l'avenir du travail et de faire des recommandations afin de parvenir à la justice sociale au 21e siècle. La Commission est composée d'éminentes personnalités reconnues pour leurs compétences et leur vision. Elles viennent d'horizons différents tout aussi bien en terme géographique que par leurs parcours. Les travaux de la Commission sont organisés autour des quatre "conversations du centenaire": (1) Travail et société ; (2) Des emplois décents pour tous ; (3) L'organisation du travail et de la production ; (4) La gouvernance au travail.

Le rapport devrait fournir une base de discussion et d'engagement pour les mandants de l'OIT (gouvernements, représentants des employeurs et des travailleurs) et pour d'autres partenaires. Ses conclusions seront soumises à la Conférence internationale du travail du centenaire en 2019. Le Bureau de Pays de l'OIT Antananarivo a organisé le 22 janvier 2019 un suivi en direct du lancement de la célébration qui s'est tenu au siège de l'OIT à Genève avec ses mandants, ses partenaires et le Système des Nations Unies à Madagascar. Des échanges sur le rapport et les engagements de l'OIT vers l'atteinte des ODD à Madagascar ont également eu lieu.

Il est à noter qu'une multitude d'évènements seront ainsi organisés dans le monde entier et Madagascar figure parmi les 24 pays du monde et 4 pays africains sélectionnés pour participer au « Tour du monde virtuel de 24 heures » le 11 avril 2019. Ce « Tour du monde virtuel de 24 heures » est une retransmission mondiale en direct des évènements de célébration. Ainsi, une grande sensibilisation sur la lutte contre le travail des enfants et la promotion de l'emploi des jeunes sera organisé le 11 avril 2019 au Gymnase couvert d'Ankorondrano, Antananarivo, Madagascar.



Retransmission en direct de la cérémonie de lancement officiel de la célébration du Centenaire de l'OIT, à la Maison Commune des Nations Unies à Antananarivo

RENCONTRE ENTRE LE GOUVERNEMENT DE MADAGASCAR ET L'EQUIPE-PAYS DES NATIONS UNIES



L'Equipe-pays des Nations Unies à Madagascar a été invitée par le Gouvernement de Madagascar à participer à une session de la Retraite gouvernementale organisée à Mantasoa le 15 décembre 2018.

Le Coordonnateur résident du Système des Nations Unies, Violette Kakyomya, a présenté les différentes réformes menées par les Nations Unies et mises en œuvre à Madagascar, en mettant l'accent sur les changements qui interviendront à partir de janvier 2019 dans le cadre de la réalisation du repositionnement du Système des Nations Unies pour l'atteinte des Objectifs de développement durable (ODD).

Le Coordonnateur résident a également indiqué que des dialogues réguliers seront organisés avec les autorités nationales et tous les acteurs du développement afin de s'assurer de l'efficacité de la coopération avec les Nations Unies et l'atteinte des ODD.

Concernant la préparation du prochain cycle du cadre coopération entre Madagascar et le Système des Nations Unies, communément appelé Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement ou UNDAF, le Président de l'Equipe programme des Nations Unies a présenté les scénarios possibles tenant compte de divers paramètres incluant : l'avènement d'un nouveau Président de la République et d'un nouveau Gouvernement dès le début du mois de janvier 2019, la nouvelle politique générale, le nouveau plan de développement national, la disponibilité des résultats des grandes enquêtes en cours, qui sont très importantes pour la phase d'analyse de la situation, et l'échéance nécessaire aux agences pour l'élaboration de leurs programmes alignés au cadre de référence unique qu'est l'UNDAF.

RENCONTRE ENTRE LE GOUVERNEMENT DE MADAGASCAR ET L'EQUIPE-PAYS DES NATIONS UNIES EN IMAGE



COMMEMORATION DES VICTIMES DE L'HOLOCAUSTE



« Non à la discrimination, oui à la tolérance ! ». Tel était le message véhiculé lors de la commémoration des victimes de l'holocauste pour cette année 2019. Ces deux principes sont inspirés de l'Objectif de développement durable 10 (ODD10) relatif à la réduction des inégalités ainsi qu'à l'ODD16 concernant la justice et la paix. La cérémonie a vu la présence du Secrétaire général du Ministère de la Justice ainsi que des Représentants des agences du système des Nations Unies. Une projection de film et des plaidoyers sur le thème ont suivi les discours et la projection du message du Secrétaire Général de l'ONU.

Pourquoi rappelle-t-on l'histoire à la jeunesse si ce n'est que pour qu'elle ne refasse pas les mêmes erreurs? En effet, le SG de l'ONU a souligné dans son message que nous voyons le fanatisme se propager à la vitesse de l'éclair sur l'Internet. Il est important d'inculquer la valeur universelle qu'est la tolérance pour prévenir la haine aux générations futures.

Par la résolution 60/7 intitulée « Mémoire de l'Holocauste » qu'elle a adoptée le 1er novembre 2005, l'Assemblée générale a décidé que les Nations Unies

proclameraient tous les ans le 27 janvier (date d'anniversaire de la libération du camp d'Auschwitz) la Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste. Dans cette même résolution, l'Assemblée a prié instamment les États Membres d'élaborer des programmes éducatifs qui graveront dans l'esprit des générations futures les enseignements de l'Holocauste afin d'aider à prévenir les actes de génocide et Enfin, elle a prié le Secrétaire général de mettre en place un programme de communication sur le thème « l'Holocauste et les Nations Unies » ainsi que des mesures visant à pousser la société civile à se mobiliser pour perpétuer la mémoire de l'Holocauste et en faire connaître les réalités, afin d'aider à empêcher que ne se reproduisent des actes de génocide.

Pour atteindre un plus grand nombre de public, une exposition sur l'holocauste a été organisée en partenariat avec les Clubs pour l'ONU au CINU Antananarivo durant le mois de février, suivi d'ateliers pour les jeunes visant à favoriser l'opinion des jeunes sur la non-discrimination et la tolérance.

LA SÉCURITÉ EST AUSSI UNE AFFAIRE DE FEMME !



La participation des femmes dans les Forces de défense et de sécurité (FDS) fait partie des problématiques traitées dans le processus de Réforme du secteur de la sécurité (RSS) à Madagascar. Les résultats de l'analyse sur les critères de recrutement et de l'adaptation des infrastructures existantes pour une meilleure intégration des femmes dans le secteur sécurité, menée avec l'appui du Fonds pour la consolidation de la paix et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), sont désormais disponibles.

Si la norme posée par la SADC est de respecter le ratio de 30% de femmes constituant les forces de l'ordre, moins de 5% des éléments tous confondus de l'armée, de la gendarmerie et de la police sont des femmes. Accroître le nombre des femmes dans les forces de sécurité permet de renforcer l'accessibilité des femmes et des filles victimes de violences aux services de traitement et de prise en charge. C'est également augmenter les capacités de ces dernières à briser le silence autour de leur calvaire.

« Une double approche est nécessaire : d'une part, ceux qui conçoivent et mettent en œuvre les réformes des organes de sécurité doivent mieux tenir compte des sexospécificités et impliquer activement les femmes dans toutes les phases des programmes de réforme, et d'autre part, les organisations de femmes doivent elles-mêmes cesser de considérer la sécurité comme « une

paffaire d'hommes » et insister pour que leur voix soit mieux prise en compte » a recommandé Mme Violette Kakyomya, Coordonnateur résident du Système des Nations Unies à Madagascar, lors de la présentation du diagnostic sur la place des femmes dans le secteur sécurité, fin novembre 2018.

Depuis 2014, Madagascar a entamé son processus de RSS, avec le soutien inconditionnel des Nations Unies. En conformité avec les engagements internationaux et régionaux de Madagascar relatifs à la prise en compte des femmes, du maintien de la paix et de la sécurité, et dans l'esprit de l'article 6 de la Constitution Malagasy, le pays a établi la prise en compte de la dimension genre comme un des axes prioritaires de la RSS à Madagascar. L'importance d'une représentativité et d'une participation des femmes dans le secteur de la sécurité et spécialement au niveau des forces de l'ordre est ainsi un thème récurrent dans la Lettre de politique générale de la RSS (LPG-RSS). Celle-ci promeut une "attention particulière à la carrière non discriminatoire des éléments féminins au sein des différents piliers de la RSS, à la prise en compte de leurs aptitudes à la résolution pacifique des conflits, mais également en termes de prévention et de prise en charge des cas de violence basée sur le genre (VBG)".

LES STRUCTURES DU PROGRAMME RÉGIONAL DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE (PRESAN) EN PLACE !



L'organisation du PRESAN se consolide. Les bureaux de l'Unité régionale pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (URSAN) de la Commission de l'océan Indien (COI) ont été inaugurés le 12 décembre au sein du bâtiment Ex-Sonaco Ankorahotra à Antananarivo. Cette localisation favorise les synergies entre les acteurs internationaux du développement agricole à savoir la Représentation de la FAO à Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles, le Fonds International pour le Développement Agricole (FIDA) et le Secrétariat Multi-bailleurs – Développement Rural (SMB-DR) qui y sont déjà implantés.

L'URSAN accueille également Catherine Rakotomanga, sa nouvelle Directrice, mise à disposition par le Département de La Réunion et présentée lors de la seconde réunion du Comité de pilotage du PRESAN tenue le même jour.

Par ailleurs, chaque pays membre de la COI dispose dorénavant d'un point focal national (PFN) en charge de coordonner un comité national technique de suivi (CNTS) pour le PRESAN.

De son côté, Patrice Talla Takoukam, Représentant de la FAO, a insisté sur la contribution du PRESAN à la réalisation de plusieurs Objectifs de développement durable, notamment l'ODD n°2 « lutte contre la faim et la malnutrition », l'ODD n°3 « bonne santé », l'ODD n°13 « lutte contre les effets du changement climatique », les ODD n°14 et 15 pour la préservation des écosystèmes aquatiques et terrestres et l'ODD n°17 promouvant des partenariats solides pour le développement durable.

Le PRESAN contribue à l'initiative interrégionale de l'océan Indien et de l'océan Atlantique pour la mise en œuvre du Programme d'action mondial (GAP) de la FAO pour l'amélioration de la sécurité alimentaire et la nutrition dans les Petits Etats insulaires en développement (PEID). Il répond également au Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA) du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), et contribue à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies, en particulier l'Objectif n°2 visant l'élimination de la faim et de la malnutrition.

